

ÉTATS GÉNÉRAUX de l'ALIMENTATION

Extraits significatifs (en 5 pages)

du Manifeste de la consommation en faveur d'un

Plan stratégique pour une alimentation et une agriculture « durables » (en 20 pages)

(à lire [ICI](#))

Ce « Manifeste » est une contribution aux travaux des ÉGA, considérant que ceux-ci délaissent des sujets très importants – comme les enjeux sanitaires ou la notion fondamentale de « plan protéines » qui devrait charpenter à la fois l'agriculture et l'alimentation – et manquent d'une stratégie cohérente dans laquelle l'alimentation devrait orienter la feuille de route de l'agriculture et de l'agro-industrie ; alors que l'on assiste à l'inverse, depuis les années quatre-vingt, avec le formatage publicitaire du comportement alimentaire conditionné aux excès de production des élevages hors sol et des produits transformés, à l'origine de nombreux dommages sanitaires, socio-économiques, environnementaux et climatiques. Or, ces États Généraux qui devaient être ceux de l'Alimentation sont apparus immédiatement être ceux de l'Agriculture avec une surreprésentation de l'industrie agroalimentaire et du syndicat agricole majoritaire, dont l'un de ses mandataires en est le coordinateur et, par conséquent, avec un déséquilibre flagrant au détriment des principaux intéressés par une alimentation saine pour tous : les consommateurs et les personnels de santé.

L'objectif de ce manifeste est de permettre de rétablir un équilibre entre les deux grands chantiers de ces ÉGA : • une plus juste répartition de la valeur créée en agro-alimentaire ; • une alimentation saine, sûre et durable.

La sécurité alimentaire peut être assurée par une agriculture très majoritairement voire complètement biologique en 2050 – à condition que les critères d'une alimentation saine s'imposent aux modes de production agro-industriels, de réduire la consommation de protéines animales au profit de protéines d'origines végétales, et de réduire les gaspillages.

Ce manifeste comporte trois parties : **I** - rappel sur le sens et la portée des mots ; **II** - les enjeux de société du dossier ; **III** - les préconisations à mettre en œuvre selon une stratégie cohérente.

I - États Généraux de l'Alimentation (ÉGA) : de quoi parle-t-on ?

► Une alimentation saine devrait répondre à des critères :

- de qualité (non polluée par les modes de production et de transformation – pollution dominée par les pesticides et perturbateurs endocriniens ; bien pourvue en nutriments protecteurs : antioxydants, fibres, acides gras insaturés, micronutriments variés...) ; les produits biologiques répondent à ces critères fondamentaux d'une alimentation saine, non polluée et non polluante, riche en nutriments protecteurs comme l'attestent plusieurs enquêtes nutritionnelles comparatives entre produits bio et conventionnels.

- de modalités de consommation (équilibrée et variée, particulièrement concernant l'apport en protéines qui est le pilier du repas, sachant que la consommation de protéines animales est très excédentaire pour avoir délaissé les protéines végétales ; frugale : consommer des aliments pourvus d'une bonne densité nutritionnelle, riches en fibres, ainsi qu'une bonne mastication, satisfont la satiété et nos besoins nutritionnels avec de moindres quantités, facteur de longévité.

Ce qui va de pair avec la lutte contre les gaspillages alimentaires, indispensable à une saine gestion des capacités nourricières de la Planète (1/3 sont perdues selon la FAO) et de la population d'un pays (en France, 280 Kg/habitant/an de nourriture à la poubelle).

► Une alimentation saine et « durable » pour tous implique de corriger les inégalités dans la répartition des aides à la production pour favoriser une agriculture répondant aux critères du développement durable à la fois vivable, viable et équitable et dont les produits doivent être abordables pour le consommateur.

Définition officielle du développement durable : « développement où évoluent parallèlement système économique et biosphère de façon que la production issue du premier assure la reproduction du second » : ce sont précisément les caractéristiques fondamentales des cahiers des charges de l'agriculture biologique qui renouvelle les capacités nourricières des sols pour les

productions végétales (« nourrir le sol pour nourrir la plante ») et qui respecte la physiologie et le bien-être animal pour les élevages.

Par contre, l'agriculture conventionnelle épuise le sol devenu un support à engrais chimiques n'apportant que trois nutriments N, P, K (azote, phosphore, potassium), les cultures ainsi fragilisées deviennent dépendantes de pesticides dits « phytosanitaires ». Il en est de même des élevages scandaleusement concentrationnaires dont les animaux objets sont dépendants de traitements antibiotiques indispensables ... à la rentabilité. **Les impasses sanitaires, environnementales et socio économiques auxquelles mènent ces pratiques productivistes ne doivent pas être minimisées, voire niées, dans l'intérêt même de l'agriculteur qui en est la première victime pour sa santé et sa survie économique : son salut réside dans la reconversion à des pratiques de qualité alors que l'agrobiologie est en pleine expansion.**

Objectif majeur pour les ÉGA : *une alimentation saine à la portée de tous est un choix politique, à la fois pour le bien-être du consommateur et la survie de l'agriculteur.*

II - Alimentation, agriculture et enjeux de société.

L'état des lieux en fonction des enjeux sanitaires et socio-économiques – préoccupations majeures des consommateurs –, de gestion des ressources et de l'énergie, de l'aménagement des territoires, des enjeux environnementaux et climatiques considérables, est dressé pour établir un plan d'action répondant aux attentes.

Notamment, le manifeste rappelle que les grandes orientations de la prochaine politique agricole pour l'exercice 2020-2026 ne devraient pas se passer d'un **bilan rigoureux**, sans complaisance, du passé et de son passif, sans quoi on se condamne à accentuer les impasses et c'est bien ce à quoi nous risquons d'assister : rappelons que la politique agricole est menée en France depuis des décennies selon une cogestion entre l'Etat et le syndicat agricole majoritaire qui bataille ferme pour s'opposer à une véritable transition agricole et alimentaire indispensable à la mise en œuvre d'une transition écologique. En témoigne la polémique actuelle au sujet du non renouvellement de la licence du glyphosate !

Ce bilan est indispensable pour faire apparaître clairement les véritables solutions alternatives – qui ne passent évidemment pas par le remplacement d'un produit mortifère par un autre mais par des pratiques plus autonomes et économes pour être en harmonie avec la physiologie des sols, des plantes et des animaux. Alternatives pour répondre, en toute connaissance de causes, aux attentes des agriculteurs en souffrance (voire en désespérance se chiffrant par un taux de suicide dramatique de 1 à 2/j) et pour répondre aux attentes des consommateurs en mal de confiance : les mesures à prendre doivent faire apparaître l'agriculteur comme un garant de bien être pour le consommateur et pour lui-même, pas une menace.

Constat : l'agriculture biologique est en pleine expansion avec une moyenne de 6 à 700 nouvelles installations par mois depuis 2016, afin de répondre à une demande constante pour des produits non pollués, plus savoureux et dont les bienfaits sont attestés par des études sur leurs densité et qualité nutritionnelles, et sur la santé des consommateurs en fonction du type de leur alimentation par la grande enquête NutriNet-santé actuellement en cours.

L'avenir est clairement en faveur de la bio ... ce que ne semble pas avoir compris le gouvernement qui annonce la suppression des aides au maintien en bio durant les travaux de ces ÉGA !

Un plan d'investissement de 5 milliards d'euros sera lancé à l'issue de ces ÉGA qui seront jugés en fonction des critères de répartition de cette manne : entre l'agro-chimie et l'agro-biologie, il faut choisir ! La mise sous perfusion permanente de l'agro-chimie au parcours émaillé de scandales sanitaires et qui conduit nombre d'agriculteurs à l'impasse, voire à leur disparition, ça suffit ! Une volonté politique doit clairement se manifester avec un changement de cap radical afin que l'argent public favorise cette transition agrobiologique garante d'un avenir enviable !

Encore faut-il que le volet alimentaire de cette transition soit aussi significatif, c'est-à-dire qu'il respecte l'équilibre alimentaire fondamental en termes d'apports en protéines entre produits animaux et végétaux. **Il s'agit de corriger cette dérive consistant à inverser radicalement les apports végétaux** (sous forme de légumineuses et de céréales peu raffinées) **et animaux** (surtout carnés – outre les poissons, œufs et produits laitiers), **produits carnés qui sont devenus beaucoup trop excédentaires** facilitant au moins trois des principaux fléaux de santé publique (surpoids, maladies cardio-vasculaires, cancers). Or l'équilibre du pilier protéique du repas conditionne l'équilibre nutritionnel dans son ensemble dont l'exemple type est celui de **l'alimentation traditionnelle méditerranéenne**. Cette éducation sanitaire alimentaire a une composante socioéconomique très importante car nombre de restaurations collectives accèdent à la bio sans surcoût grâce aux économies réalisées avec des menus équilibrés entre protéines animales, onéreuses, et végétales plus économiques tout en étant davantage pourvues en nutriments protecteurs. La réduction du gaspillage alimentaire, facilitée par **un meilleur équilibre alimentaire et des aliments ayant une bonne densité nutritionnelle, est aussi un facteur important pour une meilleure gestion des ressources**.

Autre impact potentiel très positif de cette transition alimentaire et agricole : le climat !... sachant que l'assiette est, actuellement, le plus gros contributeur des gaz à effet de serre avec 36% et que le bilan carbone de la bio pour un même type de production est réduit d'1/3, celui des légumineuses est 10 fois moindre que celui de la viande de bœuf et que celui du végétarien est 2 fois moindre que celui du mangeur régulier de viande. Sans devenir nécessairement végétarien, on voit bien dans quelles directions doivent s'orienter les préconisations issues de ces ÉGA.

III - Principales préconisations et innovations : déclinées en 7 rubriques

Elles s'inscrivent dans une véritable *transition alimentaire et agricole* indispensable à l'avènement d'une transition globale écologique et énergétique, centrée par une conversion à des modes de production agro-bio-écologiques et par une éducation sanitaire alimentaire à l'équilibre alimentaire. L'ensemble étant charpenté par un « plan protéines » rétablissant l'équilibre entre les protéines d'origines animales et végétales dans leurs productions et leurs consommations.

1 - Politique agricole résolument orientée vers l'agriculture biologique par :

- des aides visant l'objectif minimum de 50% de SAU bio pour 2050 (étude « Afterres 2050 » de SOLAGRO)
- une formation initiale et continue et un programme de recherche/innovation
- une politique foncière et un ancrage territorial : moratoire sur l'artificialisation des terres agricoles ; développer des zones vertes périurbaines dédiées à l'approvisionnement de qualité et de proximité ; favoriser les installations « durables » à taille humaine ; accompagner les initiatives de transition écologiques (exemple insulaire novateur du projet « Oasis Réunion »)
- la demande de produits bio en restauration collective (RC), qui se chiffre par 3 milliards de repas par an dont 900 millions en milieu scolaire, où la bio ne représente actuellement que 4%, loin des 20% promis par le Grenelle de l'environnement : objectif 50% pour 2050 au plus tard ; transférer une partie des aides à la production vers les RC pour développer la bio par la demande et sauvegarder l'emploi agricole : c'est une urgence
- la maîtrise des cahiers des charges bio : corriger les dérives laxistes au niveau européen favorisant le « bio business » ; maintenir les garanties des labels bio nationaux et associatifs ;
- dans l'immédiat, préservation de l'eau et des riverains des pesticides grâce à des activités agricoles uniquement bio.

2 - Reconnaître au milieu marin toute son importance : ses rôles de garde-manger (à préserver des pollutions et par une politique de pêche durable concertée) et de régulateur du climat, méritent qu'on lui accorde aussi des États généraux.

3 - Mise en œuvre d'un « plan protéines » :

- appliquer enfin l'article premier de la loi OGM du 25 juin 2008 (recouvrer l'autonomie alimentaire en termes de protéines fourragères pour ne plus dépendre d'importations transgéniques) ; donc **renforcer et accélérer le plan protéines végétales 2014-2020**, sachant que celui-ci est nettement insuffisant car limité aux productions fourragères ;
- l'essentiel étant de parvenir, dans un premier temps, à un équilibre entre protéines d'origines animales et végétales, en termes de production et de consommation destinées aux consommateurs, pour parvenir à une consommation de l'ordre de 2/3 de protéines végétales pour 1/3 de protéines animales.
- objectif stratégique fondateur à la fois pour l'agriculture et l'alimentation.

4 - Exercice 2020-2026 de la politique agricole

Sa feuille de route découle des objectifs précités et des critères d'une alimentation saine, la masse financière des aides devant être répartie en fonction de critères sociaux, économiques, environnementaux et climatiques, de qualité nutritionnelle très liée aux enjeux sanitaires et de proximité, en faveur :

- du maintien des fermes engagées dans la bio ; d'aides à l'installation de jeunes agriculteurs avec des fermes à taille humaine : stop à la politique des volumes, le gros exploitant phagocytant ses voisins !
- du soutien de la demande via la RC
- du « plan protéines » +++
- d'un commerce équitable intra France
- avec suspension du CETA et retrait du TAFTA

5 - Préserver notre capital semencier :

Enjeu vital pour la biodiversité et le libre choix alimentaires ; qui détient le monopole des semences détient le pouvoir alimentaire et donc LE pouvoir :

- **libérer les semences** du carcan du « catalogue officiel des espèces et variétés » réservé aux semences hybrides brevetées, selon des critères d'homogénéité et de standardisation qui sont une négation de la biodiversité et favorisent les monopoles ;
- légaliser la mise en vente des variétés patrimoniales paysannes et **développer la production de semences bio** ;

6 - Améliorer la connaissance et l'expertise en matière de santé environnementale :

- **renforcer le PNSE** (plan national santé environnement) par des registres épidémiologiques territorialisés afin de mieux cibler la prévention pour laquelle les modes de production et de consommation alimentaires jouent un grand rôle ;
- intégrer **la recherche de pesticides** dans la surveillance de la qualité de l'air ;
- **qualité des expertises** : indépendance, transparence, pluridisciplinarité, éradication des conflits d'intérêts ;
- renforcer la statut de « lanceur d'alerte ».

7 - Promouvoir l'éducation sanitaire alimentaire de la population :

- **par des campagnes périodiques portant sur les critères d'une alimentation saine, variée, équilibrée**, avec des produits frais et de saison ; sur les méfaits du raffinage des aliments et des produits transformés ; priorité aux femmes enceintes et allaitantes et aux restaurations scolaires pour l'accès à la bio, notamment pour réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens.
- en concertation avec les collectivités territoriales, maîtres d'œuvre des RC ; avec le PNNS (plan national nutrition santé) : **le renforcer avec l'importance des protéines végétales dans l'équilibre alimentaire** ; qu'il soit plus cohérent avec le PNSE ; avec l'Education nationale et les formations professionnelles concernées : leurs cursus doivent intégrer les fondamentaux d'une alimentation saine et équilibrée ; avec le consumérisme et les milieux associatifs.
- par l'étiquetage indiquant : le type d'alimentation des élevages dont sont issus les viandes, œufs, lait et laitages ; le NutriScore ; l'index glycémique des aliments contenant des glucides ; leur taux d'acides gras Trans ;

- en renforçant **la lutte contre les allégations nutritionnelles trompeuses et mensongères** ; bannir des programmes TV destinés aux enfants les publicités à caractère alimentaire ; dossier urgent des nouveaux OGM obtenus par les « techniques d'édition du génome » (NBT) : déjà présents sans être soumis jusqu'à présent à la législation européenne qui oblige à des évaluations, autorisations, étiquetage et suivi.
- **par une lutte contre le gaspillage en renforçant le pacte national dédié**, facilitée par une éducation alimentaire réduisant l'énorme gâchis des excès de consommation de protéines animales ; Mouans-Sartoux (06) est parvenu à une RC 100% bio en grande partie grâce à cette lutte anti-gaspi ; en concertation avec les milieux professionnels et humanitaires concernés.
- avec le rôle éducatif des jardins scolaires, familiaux, partagés, communaux, et des fermes pédagogiques.

Deux mesures clés :

- Développement de l'agro-bio-écologie, avec une composante d'ancrage territorial sous forme de ceintures périurbaines dédiées à un approvisionnement de proximité et de qualité ; cahier des charges des restaurations collectives stipulant l'achat de produits biologiques et de proximité – particulièrement pour les établissements scolaires et hospitaliers – sans que le surcoût éventuel soit imputable aux consommateurs.
- Mise en œuvre d'un « plan protéines », équitable, dans un premier temps, entre protéines d'origines animales et végétales, en termes de production et de consommation.

Deux sondages^(*) viennent d'être réalisés qui confortent la raison d'être de ce Manifeste et renforcent ses préconisations. Leurs données sont sans appel et montrent que les solutions dépendent aussi de nous : les Français rejettent le modèle agro-alimentaire actuel jugé dangereux pour leur santé et l'environnement et sont prêts pour une véritable transition alimentaire et agricole.

(*) • sondage Consommateurs pas cobayes ! à lire [ICI](http://ici.fr) : 0% des sondés savait qu'une consultation sur les ÉGA était en ligne sur <https://www.egalimentation.gouv.fr/>

• sondage IFOP / WWF du 10 octobre 2017 : « **Les Français, la consommation écoresponsable et la transition écologique** » :

- . 93 % pensent que leur santé est impactée par la présence de pesticides dans les aliments consommés ;
- . 87 % sont favorables à ce que les aides publiques soient orientées vers des pratiques agricoles écoresponsables (bio, permaculture, agroécologie) ;

Contacts pour interviews :

Dr Lylian LE GOFF 06 72 15 22 25
Bernard ASTRUC 06 70 51 06 48

Contact *Consommateurs pas cobayes !*

contact@consommateurspascobayes.fr
www.consommateurspascobayes.com

